



Procès-Verbal de la commission intercommunale Amiens-Métropole contre les risques
de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 15 avril 2025

Nom ou raison sociale :

295 – EPSM 80 (HOPITAL PHILIPPE PINEL)

MAISON D'ACCUEIL SPECILISÉE « LA POMMERAIE »

4ème catégorie - J

Adresse :

ROUTE D'AMIENS 80480 DURY

Nature du dossier : Étude - Cahier des charges fonctionnel du SSI

* * * * *

Avis Favorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,

**Georges
DUFOUR**

Signature
numérique de
Georges DUFOUR
Date : 2025.04.16
10:59:27 +02'00'



RAPPORT DE SÉCURITÉ INCENDIE ET PANIQUE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

commission intercommunale Amiens-Métropole

Commune : DURY

Dénomination : 295 EPSM DE LA SOMME (PHILIPPE PINEL) - M.A.S LA POMMERAIE

Adresse : ROUTE D AMIENS 80480 DURY

Nature et objet du dossier :

Type : Étude

Nature : Autorisation de travaux (AT) 08026124M0029
Extension de l'établissement

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Type J - Arrêté du 19 novembre 2001 modifié - Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées

Demandeur : Mme Véronique GAILLARD - EPSM DE LA SOMME

Reçu le : 5 mars 2025

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : J « Établissements d'hébergement pour adultes handicapés »

Catégorie : 4^{ème}

Effectif public : 54

Dont effectif hébergé : 40

Effectif personnel : 48

Effectif total : 102

Historique :

Date de la dernière visite périodique : 09 octobre 2023

Avis exploitation actuel : Favorable

Descriptif :

Il s'agit d'un établissement de plain-pied, qui comprend :

- 4 unités de vie, (rouge, verte, jaune et bleue) comprenant chacune :
 - 10 chambres à 1 lit
 - 1 salle à manger
 - 1 office de réchauffage de puissance totale installée inférieure à 20 kW
 - des locaux techniques

1 zone commune comprenant :

- 1 salle d'activité
- des bureaux
- des locaux techniques

Le chauffage est assuré par un plafond rayonnant électrique.

SSI A alarme de type 1 avec TRE dans chaque service.

Descriptif des travaux :

Le projet concerne l'extension de l'établissement.

La maison d'accueil spécialisée comporte aujourd'hui 40 lits.

Le projet consiste à créer :

- 2 nouvelles unités de 10 lits : maisonnée orange et maisonnée violette, avec création de zones "J10"
- de nouveaux locaux logistiques
- la redéfinition complète de l'administration
- la création de nouveaux vestiaires
- la création de bureaux dans chacune des maisonnées existantes
- la rénovation complète du barreau central
- désenfumage mécanique et amenée d'air frais naturelle
- les commandes des dispositifs de désenfumage seront asservies à la détection automatique d'incendie

Le chauffage actuel par cassettes rayonnantes électriques sera condamné. Il sera remplacé par un système de chauffage par radiateurs à eau chaude.

Les parties créées seront chauffées par plancher chauffant.

Les parties créées seront ventilées par un système double flux.

Le SSI sera adapté à la nouvelle configuration.

Des tableaux de report et d'exploitation seront installés dans chaque service.

3 dégagements de 7 UP.

Effectifs après travaux :

- 60 personnes hébergées, 20 visiteurs et 20 personnels

Chaque unité de vie comprendra :

- 10 chambres à 1 lit
- 1 local linge propre
- 1 local linge sale
- 1 salle de bains collective
- 1 tisanerie
- 1 espace animation
- 1 bibliothèque
- 1 salle de télévision
- 1 atelier de loisirs
- 2 sanitaires collectifs
- 1 local de soins
- 1 bureau soins
- les locaux vestiaires du personnel
- 1 salle à manger des résidents

- 1 cuisine relais
- 1 local ménage
- 1 local lave-linge

La zone centrale :

- 1 local poubelles
- 1 local linge sale
- 1 local TGBT
- 1 local courants faibles
- 1 studio accueil des familles
- 1 local pharmacie centrale
- 1 bureau polyvalent
- 1 local infirmières
- 1 bureau administration
- 1 bureau d'accueil
- les blocs sanitaires collectifs et vestiaires
- 1 local kinésithérapeute
- 1 local balnéothérapie
- 1 salle de réunion
- 2 locaux rangement

L'étude du cahier des charges fonctionnel du SSI fait l'objet d'un rapport distinct.

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X Un jeu de plans	05/03/2025
X Une notice de sécurité	05/03/2025
X Un engagement solidité	05/03/2025
X Cahier des charges fonctionnelles du SSI	05/03/2025

Observation(s) :

Des plans non scannables sont joints au dossier.

Prescriptions :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis ainsi qu'à l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 13	1 Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence
---	--

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GE 8, Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GE 9	2	Faire contrôler les dispositions constructives, les aménagements et les installations techniques, par un organisme agréé, incluant la réalisation d'un "foyer type" Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 43	3	Solliciter le passage de la commission de sécurité, auprès du maire, au moins 1 mois avant la date de fin des travaux afin d'effectuer une visite de réception de cet établissement
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 6	4	S'assurer à moins qu'elle n'existe déjà que la défense extérieure contre l'incendie est réalisée conformément au RDDECI 80, et ses annexes (disponibles sur le site internet www.sdis80.fr , « rubrique » présentation du SDIS, « onglet » publication, « onglet » RDDECI) Ces points d'eau devront être réceptionnés en présence du Service Départemental d'Incendie et de Secours. En règle générale, la défense extérieure contre l'incendie doit être réalisée selon les éléments ci-dessous : Débit horaire minimal (m³/h) : 60 Durée minimale (heure(s)) : 2 Volume d'eau total (m³) : 120 Nombre minimum de PEI à moins de 200 mètres : 1 Nombre minimum de PEI à moins de 400 mètres : le complément
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 46, Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 47, Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 48	5	Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants : - l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ; - l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ; - les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise. En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.
(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-22	6	Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 8	7	Appliquer les dispositions de cet article en ce qui concerne l'évacuation des personnes handicapées de toute nature. Rappel des dispositions de l'article GN 8 : L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 143-4 du code de la construction et de l'habitation, les principes suivants sont retenus : - Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humanitaire disponible en permanence pour participer à l'évacuation - Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés, si l'établissement est doté d'un ou plusieurs ascenseurs - Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux

espaces d'attente sécurisés

- Installer un équipement d'alarme perceptible (flashs lumineux et consignes) tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément

- Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente

- Élaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 125-17, (ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 125-18

8 Fournir une attestation solidité ou une attestation indiquant de manière conclusive que « les travaux entrepris n'impactent pas la solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages, ainsi que sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 48

9 Former les personnels à l'utilisation des moyens de secours (SSI, extincteurs et consignes de sécurité).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 56, Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 67

10 S'assurer de la continuité d'exploitation des services maintenus et dans tous les cas, quelque soit les zones exploitées, le SSI devra rester opérationnel.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 53

11 S'assurer du respect de la mission de coordinateur SSI.

Définition du coordinateur SSI (paragraphe 3.5 de la norme NF S 61 932 de décembre 2008) : « la personne physique ou morale chargée de la mission de coordination SSI ». La mission de coordination SSI s'impose par le règlement de sécurité ERP qui précise dans son article MS 53 § 2 que « les systèmes de sécurité incendie doivent satisfaire aux dispositions de la norme en vigueur... ».

Cette mission est décrite dans la norme NF S 61 931 § 5.3 : « une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du SSI. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles.

Elle implique la réalisation des tâches énumérées ci-après :

phase de conception... ; phase de réalisation... ; phase de modification ou d'extension... »

Pour rappel, cette activité est incompatible avec l'activité de contrôle technique (article 10 de la loi n°78-12, loi Spinetta du 04 janvier 1978). Le coordinateur SSI ne peut donc appartenir au même groupe que l'organisme agréé qui établira le RVRAT ni en être une filiale (avis de la CCS du 02/12/2010).

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable